

Pour une nouvelle société urbaine

A côté des quatre grandes Conventions (Nouveau modèle économique, Rénovation, International et Égalité réelle), le PS organise, depuis quelques mois, des forums thématiques. Celui de Cluny était consacré à l'agriculture, celui de Créteil à la sécurité, et celui de Lille, le 6 novembre, à la nouvelle société urbaine.

que les constructions situées à plus de cinq minutes ou plus d'un kilomètre d'une gare, d'une école ou d'un ensemble de commerce, soient soumises à une réglementation particulière du PLU (Plan local d'urbanisme). Une densité minimale sera imposée autour des nœuds de transports. Les principes de *Natura 2000* seront appliqués à l'ensemble du territoire. A l'échelle de l'intercommunalité, chaque hectare artificialisé devra être compensé par un hectare renaturalisé.

Car les propositions du PS pour la ville sont guidées par le souci de respecter les principes du développement durable. A la fois dans la promotion des modes de déplacements économes en carbone, mais aussi dans la généralisation des bâtiments à haute qualité environnementale et enfin, dans la défense de la biodiversité.

A quels défis doivent répondre les socialistes ? D'abord, à celui d'une ville éclatée, où les habitants doivent se déplacer pour se rendre à leur travail, pour consommer, pour se distraire ou se cultiver. « **Notre conception de la ville veut au contraire réunir ces fonctions** », peut-on lire dans le compte-rendu du forum.

Car ces séparations empêchent la mixité sociale. Pour inverser la tendance, le PS propose de sanctuariser 2% du PIB (Produit intérieur brut) au logement. C'est réaliste puisqu'en 2000, ce niveau était atteint. Aujourd'hui, il est tombé à 1,85%. Ces crédits seront affectés vers le logement social et non vers les défiscalisations qui engendrent de la spéculation.

De plus, la loi SRU sera durcie et la loi des trois tiers bâtis sera instaurée : pour tout programme de logements d'une certaine importance, les collectivités devront réaliser 1/3 de logement social, 1/3 d'accession sociale à la propriété et 1/3 de logements libres.

L'étalement urbain représente également un défi pour les années qui viennent. Pour le maîtriser, les socialistes proposent



La ville autrement

En résumé, les socialistes veulent assurer la mixité des fonctions et la mixité sociale dans un seul et même mouvement : construire une ville habitée, intense et solidaire. 🌱

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 25/11/2010



**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE



Dossier de la semaine

Bien vieillir



Vie de la Fédération

*A la rencontre
des Français*



Interview

*Les fils
du changement*

Avec Jean-Pierre Balduyck

Intérêt général ?

« *Moi je travaille pour l'intérêt général* », expliquait Nicolas Sarkozy aux journalistes, lors de sa dernière prestation télévisée. Dominique de Villepin tient le même discours pour se distinguer, au sein de l'UMP, du président de la République. Mais les Français ne sont pas dupes. Ils sont même de plus en plus écœurés alors que s'accumulent les révélations sur l'affaire de l'attentat de Karachi. Car où était l'intérêt général pour ses deux protagonistes de l'affaire ?

Était-ce pour la grandeur de la France que des contrats d'armement ont donné lieu à des rétro-commissions ? Et est-ce dans un souci de justice et d'éthique que les commissions ont cessé d'être versées ? Manifestement, la haine que se portent ces deux-là remonte à loin... et on ne connaît pas encore toute la vérité.

Bien vieillir

Un 5^e risque ?



Aussi importants soient-ils, les débats autour de la prise en charge des personnes âgées dépendantes sont des problèmes de riches. L'allongement de la durée de la vie est une chance. Dans les pays occidentaux, l'espérance de vie est passée de 40 ans, en 1850 à près de 80 ans, aujourd'hui. « Mais dans certains pays du sud, comme le Bangladesh ou la Sierra Léone, elle n'est encore que de 40 ans », a rappelé Luc Broussy ancien délégué national du PS aux personnes âgées.

Il faut aussi savoir qu'en 2050, 80 % des personnes de plus de 65 ans vivront dans des pays émergents comme la Chine ou l'Inde.

Pour continuer dans le registre de la dédramatisation, il convient tout de même de souligner qu'il y a aujourd'hui bien plus de personnes âgées valides que de personnes âgées dépendantes. Dans le Finistère 20 000 personnes touchent l'APA, 11 000 vivent à domicile, et 9 000 sont en établissements.

Alors faut-il créer un 5^e risque ? Pour Pierre Maille, la question est mal posée ou mérite que tout le monde se mette d'accord sur la définition. En effet, cette expression fait référence au système de protection sociale, mis en place à la libération pour la maladie, les accidents du travail, la famille et la vieillesse.

Cela implique donc une caisse nationale, gérée de façon paritaire par les salariés et les employeurs et assise sur des cotisations.

Pour le président du Conseil général, ce n'est sans doute pas sur cette voie qu'il faut s'engager. Car tout le monde voit bien où la droite veut aller en dramatisant la situation : ouvrir un nouveau marché aux assurances privées.

L'APA (Aide personnalisée à l'autonomie) donne accès à un droit universel versé sous conditions d'âge et du niveau de dépendance, quelque soit les ressources de la personne. « Mais à côté de cette aide, les solidarités familiales doivent aussi fonctionner », estime Pierre Maille. Et la réponse doit aussi être fiscale.

Pour leur réunion militante de rentrée, au Centre des Congrès de Mescoat, le 20 novembre, les socialistes du Finistère n'avaient pas choisi le sujet le plus médiatique. Pourtant, les enjeux liés au vieillissement sont particulièrement importants et se situent au cœur du projet politique qui veut promouvoir la solidarité et la justice sociale.



Jean-Claude Sacré

Les aspects financiers furent bien sûr très présents tout au long de cette journée, tant dans les ateliers du matin qu'au cours du débat avec le président du Conseil général, Pierre Maille. Alors que le gouvernement réduit tous les crédits et se défait sur les collectivités locales, comment aurait-il pu en être autrement ?

L'APA (Aide personnalisée à l'autonomie) devait à l'origine être financée à parité par l'État et les Conseils généraux. **« Nous en sommes aujourd'hui à 72 % pour les départements et 28 % pour l'État »,** a rappelé Pierre Maille. Au total, on estime à un peu plus de 2 milliards d'euros, la somme due aux collectivités locales.

La question financière s'impose également après le discours tenu par Nicolas Sarkozy à propos du chantier de la dépendance qu'il compte ouvrir. **« Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de mettre en place un premier étage public très solide »,** a indiqué Andrew Lincoln, rapporteur de l'atelier sur la dépendance. Il ne semble pas juste de recourir aux prélèvements sur le patrimoine des personnes dépendantes. La PSD (Prestation spécifique dépendance) était basée sur ce système. Or,

lorsqu'elle a été remplacé par l'APA, le nombre de bénéficiaires a été multiplié par dix.

« Mais le vieillissement n'est pas qu'une question d'argent », a rappelé le premier secrétaire fédéral, Marc Coatanéa. C'est avant tout un choix politique du vivre ensemble et du respect de la dignité de chacun.

C'est ainsi que Jean-Claude Sacré, maire de Trégunc, a expliqué pourquoi et comment fut construite la *Goélette*, immeuble situé au centre bourg, destiné aux personnes âgées aux revenus modestes. **« Sans cette initiative, seuls les plus riches auraient pu se loger dans la commune »,** a-t-il expliqué.

Les personnes âgées disposent de connaissances qu'il faut transmettre aux jeunes générations. C'est au nom de ce principe que le Conseil général a mis en place l'opération *Quêteurs de mémoires* qui consiste, pour des élèves en breton, à aller à la rencontre de personnes âgées dont ce fut la langue maternelle.



Comment financer la dépendance ?

Les élus doivent aussi écouter les universitaires qui travaillent sur ces questions. La sociologue Simone Pennec a ainsi insisté sur la nécessaire prise en compte des demandes et des besoins des personnes âgées. Si on demande aux familles de rendre visite aux personnes en établissement, des lieux de rencontre sont-ils prévus ? Pour l'auteur de *« Prévenir la solitude des personnes âgées »*, il convient de leur permettre « d'être » dans le monde, de pouvoir savoir ce qui s'y passe. Et surtout d'arrêter de considérer les personnes âgées comme un groupe mais de considérer que, comme chez les jeunes, le 3^e et le 4^e âge est composé d'individus singuliers qu'il faut entendre. 🌸

A la rencontre des Français

«Alors que le Parti Socialiste a décidé d'organiser des primaires, ouvertes à tous les Français qui le souhaitent, il est normal que celles et ceux qui pourraient être tentés de se présenter aillent à leur rencontre», ont expliqué Bernard Poinant et François Cuillandre, le 22 novembre, à l'occasion du déplacement de François Hollande dans le Finistère, à Quimper et Brest.



François Hollande dans le Finistère, le 22 novembre, à l'invitation de Bernard Poinant et François Cuillandre

La gauche a perdu les trois dernières élections présidentielles. La droite semble, aujourd'hui, en situation difficile. Nicolas Sarkozy est l'objet d'un profond rejet de la part d'une grande majorité de Français. «Mais l'UMP s'est mise en ordre de marche avec le nouveau gouvernement», a rappelé François Hollande. «La droite dispose encore d'un électorat solide et peut compter sur les forces de l'argent».

«Ça change la donne», a souligné l'ancien premier secrétaire du PS. «On ne s'adresse plus qu'aux adhérents du PS mais à tout le peuple de gauche», a-t-il ajouté tout en précisant qu'il n'est pas encore candidat aux primaires. «C'est prématuré», a-t-il indiqué.

Mais il se prépare, surtout en écoutant, plutôt qu'en s'exprimant. Sa venue dans le Finistère était d'ailleurs la première étape d'un périple qui va l'amener à sillonner le pays.

Après avoir rencontré des lycéens, étudiants et jeunes salariés, pour discuter de leurs aspirations, le député de Corrèze s'est rendu dans le quartier de l'Europe, à Brest, où il a pu constater les investissements de la municipalité pour la rénovation urbaine et le désenclavement du quartier.

La victoire de la gauche ne viendra pas du seul rejet de Nicolas Sarkozy. «Une victoire, ça se prépare, ça se mérite, ça se justifie», a résumé l'ancien premier secrétaire qui a plaidé pour que la jeunesse soit au cœur du projet présidentiel du PS. 🌹

Interview

Les fils d'un engagement

Avec Jean-Pierre Balduyck

Jean-Pierre Balduyck, ancien député maire de Tourcoing, présentera et dédicacera son autobiographie «Les fils d'un engagement» (Encyclopédie du Socialisme), le 3 décembre à 18h00 au local du PS, à Brest.

d'Algérie, commençant son engagement à la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), puis dans le syndicalisme avant de rejoindre le Parti Socialiste avec, parfois, un passage par le PSU auparavant. Je crois que beaucoup de personnes, entre 65 et 75 ans se retrouveront dans ce témoignage.

France où la JOC était la plus puissante.

Cap Finistère : Que dirais-tu à des jeunes qui veulent s'engager ?

Jean-Pierre Balduyck : Je leur dirai que la politique est partout : de la hauteur de l'arbre du voisin, aux limitations de vitesses sur la route, jusqu'aux débats sur le financement de la retraite. Mais seul, on ne peut rien et c'est par l'action collective qu'il est possible de réformer et de changer les choses. Je ne cacherai pas que la politique peut être rude, mais on y rencontre des gens extraordinaires et on peut y être heureux.

Mais, je voudrais ajouter qu'il est urgent de mettre en place le statut de l'élu. L'avenir est au non-cumul des mandats, mais il faut que tous les citoyens soient égaux et que chaque élu soit assuré de retrouver son emploi lorsqu'il quitte une fonction. Sinon seuls les plus riches pourront être élus. 🌹



Cap Finistère : Pourquoi avoir écrit ce livre ?

Jean-Pierre Balduyck : Lorsque j'ai cessé d'exercer mon mandat de maire, la voix du Nord m'a demandé un article rétrospectif. Il ne s'agit pas de mon premier livre. Dans «Mais que fait le maire ?», j'avais abordé tous les aspects de cette fonction. Mais Denis Lefebvre, secrétaire général de l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste), en voyant la voix du Nord, m'a convaincu d'écrire cette autobiographie car mon parcours correspond à celui d'une génération, entrée dans le monde du travail et le militantisme pendant la guerre

Cap Finistère : Comment as-tu connu la Bretagne, dont tu parles beaucoup dans ton livre ?

Jean-Pierre Balduyck : Grâce à la JOC. Au Bureau national, nous ne militions pas dans notre région d'origine et le hasard a voulu que je suive la Bretagne. J'y ai découvert une réalité tout à fait différente de celle que je connaissais dans le Nord, avec ses usines textiles et ses mines. Les jeunes travailleurs de Morlaix étaient artisans, apprentis ou travaillaient à la Manu. A Rennes, les ouvriers de Citroën étaient des ruraux expatriés, et à Brest, la quasi totalité des jeunes travailleurs étaient à l'Arsenal. Brest était sans doute la ville de

Agenda

2 décembre

Vote en sections sur le texte sur l'égalité réelle.

3 décembre

18h00 : Jean-Pierre Balduyck à Brest (voir interview).

3 décembre

20h00 : Convention fédérale, à la MPT de Pont-de-Buis (près de la mairie).

6 décembre

19h00 : Réunion publique, avec Jean-Luc Fichet et Daniel Le Bras, à l'Espace du Roudour, à Saint-Martin-des-Champs.

9 décembre

20h30 : Réunion publique sur l'avenir de la PAC, animée par Stéphane Le Foll, député européen, salle Yves-Nicolas, à Lannilis.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 886 - Vendredi 26 novembre 2010
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Mauvaise foi



Le député UMP des Côtes d'Armor, Marc Le Fur, est incontestablement très malin. Alors que l'UMP et le gouvernement ne veulent pas entendre parler d'une loi sur les langues régionales, il s'est spécialisé dans la promotion de cette proposition. Sachant par avance qu'elle n'avait aucune chance de voir le jour, du moins sous cette majorité.

Sauf que..., le groupe d'étude auquel participe le député de la 1^{ère} circonscription du Finistère, Jean-Jacques Urvoas, et qui rassemble des parlementaires de toute la France et de toutes les sensibilités, a rédigé une proposition.

Voilà donc le député des Côtes-d'Armor au pied du mur. Et plutôt gêné aux entournures : il prétend dans toute la Bretagne être incontournable sur cette question et une proposition est présentée par un groupe de travail.

C'est pour cette raison qu'il a simulé une grosse colère, accusant à tort Jean-Jacques Urvoas de profiter de cette initiative pour se mettre en avant.

En tant que membre de la majorité parlementaire, cette attitude est totalement incompréhensible. Puisque Monsieur le Fur semble convaincu de la nécessité d'une loi pour défendre et promouvoir les langues régionales, il suffit qu'il demande à son groupe de l'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée. Mais, si l'UMP et le gouvernement s'y opposent, à lui et aux Bretons, d'en tirer les conséquences.

Conseillers régionaux en herbe

Le mercredi 24 novembre, les lycéens et apprentis de Bretagne ont élu les 83 tandems fille/garçon qui siégeront durant deux ans au Conseil régional des jeunes (CRJ).

Les modalités de ce scrutin garantissent une vraie représentativité de la jeunesse. Sur les 166 élus, on trouve en effet 83 garçons et 83 filles. 150 lycéens et 16 apprentis, 82 représentants de l'enseignement public et 68 de l'enseignement privé.

Ce Conseil régional des jeunes représente pour la région Bretagne un espace d'expression et de discussion et un outil précieux pour mieux connaître et cerner les attentes de la jeunesse bretonne.

Le CRJ, co-présidé par Jean-Yves Le Drian, sera officiellement installé le 8 décembre.

IVG en danger

A la suite de la manifestation parisienne du 6 novembre, la fédération du Finistère du PS, le comité de ville de Brest et le mouvement des jeunes socialiste vous proposent de vous informer sur la réalité du droit à l'avortement en France et dans le Finistère, avec des représentantes du planning familial, le jeudi 9 décembre à 20h00 au local du PS à Brest.

PAC pour l'après 2013 : des avancées et de grosses insuffisances

Le Commissaire à l'Agriculture, Dacian Ciolos, a présenté devant le Parlement Européen la communication sur la PAC, à l'horizon 2020. « Dans un contexte agricole difficile, je me félicite qu'une nouvelle réforme soit engagée pour, espérons-le, redonner confiance et espoir en l'avenir ».

Les propositions de la Commission contiennent deux grandes avancées nouvelles portant vers plus de durabilité et d'équité au sein de la PAC. Cela se traduit par un plus grand verdissement des aides directes, puis par un abandon progressif des fameuses références historiques, à l'origine d'une très grande injustice dans la répartition des aides entre agriculteurs. Je salue notamment l'idée de mieux prendre en compte le critère de l'emploi et les petites exploitations dans la répartition des aides publiques.

« Mais ces propositions demeurent très insuffisantes en matière de régulation des marchés agricoles », regrette le député européen socialiste. Aucune proposition nouvelle et concrète, susceptible de faire face aux problèmes actuels de la très grande volatilité des prix, n'a été mise sur la table.

Enfin, la structuration de la PAC en deux piliers reste confuse. Des mesures comme la gestion des risques, hier rangées dans le premier pilier consacré aux aides et aux marchés, se retrouvent désormais dans le second pilier du développement rural.

Stéphane Le Foll invite la Commission « à garder le cap sur la durabilité et l'équité du soutien, mais à être beaucoup plus audacieuse sur les mécanismes de régulation des marchés agricoles ».

Annonces légales & judiciaires

SELARL XAVIER MOAL

Avocat

59, rue Louis-Pasteur - 29200 BREST

Tél. 02 98 44 04 16

Fax 02 98 44 09 24

H.B.P. CONDUITE

Société à Responsabilité Limitée

au capital de 10 000 euros

Siège social : 9 rue de Gouesnou

29200 BREST

482 726 387 RCS BREST

Aux termes d'une décision, en date du 30 septembre 2010, l'Associé Unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Mention sera faite au RCS : BREST.

Pour avis,

La Gérance.

AVIS DE CESSION

Suivant acte sous seing privé, en date du 6 novembre 2010, a été cédé par Madame PONT Christine (SIRET : 417 898 435 00019) domiciliée : 89, allée de la Sainte-Croix-29100 DOUARNENEZ, un fonds de vente et préparation de poissons, crustacés, coquillages, pour la somme de : 30 000 euros, à Mademoiselle DOUERIN Aurélie, domiciliée : 4, venelle du Ménez-Hom 29180 LOCRONAN.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales à l'adresse du vendeur.

Pour avis,

TTB EURL

TRAVAUX BÂTIMENTS BRETONS

Avis est donné de la constitution de la TTB EURL :

Capital : 2 500 euros.

Siège social : 92, avenue de la Libération 29000 QUIMPER.

Objet : Pose de cloisons sèches, peinture extérieure/intérieure, revêtements de sol.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de QUIMPER.

Gérant : Monsieur MOUTON Patrick demeurant venelle de Poul Briel - 29760 PENMARCH. Nommé pour une durée indéterminée.

Pour avis,

Le représentant légal.

BREST ACCESS HOLDING

SARL au capital de 80 000 euros

Siège social : ZI du Vern, rue du Ponant

BP 90137 - 29401 LANDIVISIAU

RCS BREST 489 146 381

Aux termes d'un courrier en date du 9 septembre 2010, Monsieur Olivier CHAPOTEL a démissionné de ses fonctions de co-gérant de la société, avec effet au 9 septembre 2010.

Pour avis,

La Gérance.

**Un de vos proches désire
recevoir Cap Finistère ?
Merci de nous transmettre
ses coordonnées.
cap-finistere@wanadoo.fr**